Confidentiel Irak

Des livres de Scott Ritter

Partage international n° 218 – Octobre 2006

par Betsy Whitfill

Ancien officier du renseignement américain, Scott Ritter a été de 1991 à 1998 inspecteur des Nations unies en Irak au sein de la commission spéciale de l'Onu chargée du désarmement (UNSCOM). Après sa démission, il a pris parti contre la politique américaine envers l'Irak, devenant l'un des critiques les plus virulents de l'administration Bush.

Scott Ritter a publié en 2002 Guerre à l'Irak : ce que l'équipe Bush ne dit pas, *et en 2004* les Mensonges de George W. Bush. *Son dernier ouvrage s'intitule :* Confidentiel Irak : l'histoire cachée d'une conspiration pour manipuler l'Onu et renverser Saddam Hussein.

Ceux qui ont protesté face à la précipitation avec laquelle les Etats-Unis ont attaqué l'Irak et renversé Saddam Hussein, au printemps 2003, trouveront dans le nouveau livre de Scott Ritter une validation de leur méfiance à l'égard de l'administration Bush, de ses objectifs de politique extérieure et de ses méthodes pour les atteindre. La préface, écrite par le journaliste et prix Pulitzer Seymour Hersh, témoigne du caractère hors du commun de Scott Ritter, de son patriotisme et de son courage, *« alors qu'il est conscient du flot d'attaques personnelles qui seront dirigées contre lui dès la sortie du livre. »*

S. Hersh écrit : *« Il [S. Ritter] nous avait affirmé à de multiples reprises en 2002 et début 2003, alors que le président Bush et le premier ministre Tony Blair préparaient la guerre, qu'il n'y avait pas d'armes en Irak ; que les armes de destruction massives (ADM) irakiennes, principal argument de vente de la guerre, n'existaient pas. Avec chacune de ses déclarations, Ritter est devenu de plus en plus impopulaire – à la fois parmi les politiciens de la Maison Blanche, les néoconservateurs à Washington, ceux qui préparaient la guerre au Pentagone et aussi parmi les grands groupes de presse américains, qui, à de rares exceptions, rêvaient d'entrer en guerre. »*

La déconfiture américaine

La reconnaissance ultérieure par l'administration Bush qu'il n'y avait pas d'ADM est peut-être due, au moins en partie, au dernier ouvrage de S. Ritter. Ce livre décrit l'impossible exploration de la maille inextricable tissée pour induire en erreur l'UNSCOM et contrer S. Ritter. En réponse, et en se référant à ce qu'il appelle *« la déconfiture américaine en Irak »*, S. Ritter a écrit récemment dans le *Seattle Times : « Il semble que nous nous dirigions à plein régime vers une catastrophe similaire en Iran, en faisant les mêmes erreurs – en brandissant une hypothétique menace nucléaire dénuée de tout fondement –, et en promouvant encore une fois une solution – la démocratie – dans le flou le plus parfait. »*

En octobre 2005, S. Ritter a écrit *Confidentiel Irak* sur la base de ses expériences et de ses observations, afin de préserver un témoignage exact de cet épisode des affaires internationales. Dans sa campagne pour justifier l'invasion de l'Irak en 2003, l'administration américaine a utilisé de faux renseignements de la CIA selon lesquels l'Irak possédait des ADM, et que Saddam Hussein avait l'intention et la capacité de les utiliser. La CIA examine actuellement ses dossiers de l'époque pour confirmer la destruction unilatérale par l'Irak de toutes ses ADM en 1991.

S. Ritter décrit une série d'événements qui montrent la complexité et la fourberie qui ont caractérisé le travail de l'UNSCOM, ce qu'il n'a commencé à comprendre qu'après le début des inspections. Ce n'est pas le désarmement de l'Irak qui a motivé l'envoi d'équipes d'inspecteurs sur divers sites irakiens, mais l'objectif américain – permanent sous les trois mandats de George Bush père, Bill Clinton et George W. Bush – de se débarrasser de Saddam Hussein.

A la fin de la première guerre du Golfe en 1991, Saddam Hussein, vaincu, est resté au pouvoir en Irak. Pour saper l'autorité de Saddam Hussein sur le peuple irakien, et pour inspirer ce dernier à le renverser, les Etats-Unis ont fait voter par le Conseil de sécurité des Nations unies la Résolution 687 et les sanctions économiques contre l'Irak. Et pour obtenir l'unanimité sur cette mesure au sein du Conseil de sécurité, les diplomates américains ont improvisé le « paragraphe 14 », exprimant le désir des Etats-Unis de créer une zone libre d'ADM au Moyen-Orient. Pourtant, S. Ritter écrit que les diplomates en question lui auraient affirmé qu'il ne s'agissait que d'une *« déclaration jetable »* que les Etats-Unis

n'avaient jamais eu l'intention de mettre en pratique. Il affirme que la Résolution 687 et l'UNSCOM ont été créés uniquement comme écran de fumée derrière lequel le gouvernement américain, à travers la CIA, pourrait réaliser son projet de changement de régime en Irak.

L'Irak s'était vu promettre la levée des sanctions s'il coopérait avec le désarmement. Mais les Etats-Unis avaient déjà déclaré publiquement que les sanctions ne seraient jamais levées tant que Saddam Hussein serait au pouvoir. L'Irak avait donc peu de motivations pour suivre les directives de la résolution.

Pour S. Ritter au départ, la mission de l'UNSCOM était claire : collecter les renseignements sur les prétendues ADM, organiser les inspections, recruter et entraîner une équipe internationale d'inspecteurs, et aller visiter les sites à inspecter en accord avec la Résolution 687.

Pourtant, les événements ont montré qu'aucune des missions n'a été facile. Parfois, les renseignements donnés par la CIA étaient faux : un site, par exemple, qui était supposé contenir des ADM, était en fait une ancienne usine de retraitement des eaux. Parfois, lorsque les inspecteurs se présentaient sur un site et que les Irakiens leur en refusaient l'accès, des ordres arrivaient demandant aux inspecteurs de quitter les lieux afin de ne pas provoquer d'incident. S. Ritter affirme qu'à certaines occasions, l'agence de renseignements britannique M16 et Israël avaient rassemblé des informations suffisantes pour justifier des inspections, mais que les Etats-Unis avaient fait pression pour que ces renseignements ne parviennent pas à l'UNSCOM. De toutes façons, les Irakiens ne voulaient pas être inspectés, et ils faisaient tout pour empêcher l'UNSCOM d'accomplir sa mission.

En 1992, alors que l'équipe de S. Ritter préparait une inspection des locaux de la Commission militaire industrielle (MIC) à Bagdad, soupçonnée de contenir des documents d'archives sur les ADM, le *New York Times* a publié une menace émanant du président Bush et du conseiller à la Sécurité nationale, Brent Scowcroft, disant que si les inspecteurs n'étaient pas autorisés à entrer, les Etats-Unis étaient prêts à bombarder le ministère. Les Irakiens ayant ainsi été prévenus, l'inspection fut finalement annulée.

A un certain moment, S. Ritter découvrit que la CIA utilisait les inspections de l'UNSCOM comme couverture pour ses propres opérations en Irak.

Il explique que l'UNSCOM n'aurait jamais pu déclarer qu'il n'y avait pas d'ADM en Irak, même si on n'en découvrait aucune, car sa mission stipulait qu'il devait en apporter la preuve. Dans ces conditions, toute nouvelle rumeur ou nouvelle information devrait être analysée et l'on n'en finirait jamais. En donnant à l'UNSCOM des renseignements partiels, la CIA sabotait son travail. Que l'UNSCOM ait pu poursuivre dans ces conditions, explique S. Ritter, est dû au fait que de nombreux pays avaient vraiment pris au sérieux la Résolution 687.

Les manipulations de la CIA

Pour ce qui est de la contribution de l'Irak à ce sombre processus, il explique que, bien que le pays ait détruit unilatéralement dès 1991 toutes ses ADM ainsi que les usines permettant de les fabriquer, l'Irak n'avait pas révélé aux Nations unies qu'il avait conservé une quantité considérable d'archives secrètes sur ces ADM dans l'espoir de pouvoir un jour ressusciter ses programmes, une fois les inspections terminées et les sanctions économiques levées. Cette ruse fut mise à jour en Août 1995, lorsque Hussein Kamal, gendre de Saddam Hussein, s'enfuit vers la Jordanie et annonça qu'il projetait de mener le combat pour renverser Saddam Hussein. En tant que chef de la MIC, Kamal était responsable de tous les programmes d'ADM. Lorsque les nouvelles de sa fuite arrivèrent à Bagdad, écrit S. Ritter, le général irakien Amer Rashid contacta l'UNSCOM pour révéler que les documents étaient cachés dans la ferme avicole de Hussein Kamal en Irak. S. Ritter appelle ces archives *« le Saint Graal des inspections d'armes depuis 1991 »,* puisqu'elles ont permis à l'UNSCOM de montrer comment l'Irak avait satisfait ou non à ses obligations de désarmement. Mais en ne disant pas la vérité sur la façon dont il avait pu cacher ces archives pendant plus de quatre ans, l'Irak a vu sa crédibilité se dégrader, en particulier avec la CIA, ce qui a donné une autre raison aux Américains de refuser d'admettre que l'Irak s'était désarmé.

Au cours de son interrogatoire, Hussein Kamal a expliqué que l'Irak avait détruit ses armes interdites et interrompu ses programmes d'armement en 1991. Mais il mentionna par la suite que l'Irak possédait encore les plans et les moules de fabrication des missiles balistiques en lieu sûr, ainsi que des disques informatiques contenant des informations sur les programmes nucléaires. Ainsi, dorénavant, selon S. Ritter, l'objectif principal des inspections aurait dû être d'identifier comment l'Irak dissimulait ces documents, et une écoute des communications irakiennes pendant les inspections de l'UNSCOM devait permettre de le révéler. S. Ritter a constaté qu'il lui fut facile d'obtenir oralement l'approbation

de cette idée par la CIA, mais qu'obtenir l'équipement pour la mettre en pratique n'était pas si aisé.

Après avoir proposé à la CIA son idée de mettre sur écoute les communications irakiennes, la CIA mit en place un de ses ingénieurs chargé de veiller sur un outil d'écoute géant à Bagdad, ce qui permit à la CIA d'utiliser l'UNSCOM comme couverture pour ses propres actions.

Depuis le début, écrit S. Ritter, la CIA avait placé des hommes à elle au sein des équipes de l'UNSCOM, dont certains responsables du contrôle des armements qui avaient joué un rôle actif dans la planification des inspections sur la base de renseignements de la CIA. Il décrit la méthode – genre espion de bande dessinée – que les Etats-Unis utilisaient pour faire arriver des renseignements à l'UNSCOM. Ils organisaient des réunions réservées aux membres américains de l'UNSCOM, ce qui constituait une provocation pour les non-américains en donnant délibérément l'impression que l'UNSCOM était contrôlée par les Etats-Unis et *« fortement sous l'influence de la CIA ».* Les Etats-Unis avaient installé l'organisation « Gateway » (*Porte d'entrée)* dans leur ambassade à Manama, au Bahrain, où les équipes d'inspecteurs de l'UNSCOM se réunissaient et recevaient leurs renseignements des Etats-Unis avant de se rendre sur le terrain en Irak. Bien qu'ils aient invité des représentants des services de renseignements britanniques, australiens et canadiens pour travailler à Gateway, la CIA restreignait l'accès à ses informations sensibles à ceux qu'elle considérait fiables, en excluant bien sûr les non-américains.

S. Ritter raconte qu'il avait vivement insisté auprès du ministère des Affaires étrangères américain sur la nécessité de préserver l'indépendance de l'UNSCOM, et que, bien qu'ayant reçu l'assurance de leur coopération à cet égard, un mois plus tard, John Bird, chef du département de la CIA en charge des relations avec l'UNSCOM, lui dictait encore le programme des sites à inspecter.

Dans le dernier chapitre de son livre, intitulé *La mort des inspections*, S. Ritter raconte sa dernière rencontre avec le responsable du contrôle des armes à la CIA, qu'il appelle « le Conseiller ». C'était au mois d'août 1998. Ritter avait été rappelé d'Irak. On lui annonça que les inspections n'avaient plus l'appui du patron de l'UNSCOM, Richard Butler, ni du gouvernement américain. S. Ritter cite le Conseiller disant que la politique véritable de la Maison blanche n'avait jamais été le désarmement de l'Irak mais *« simplement l'illusion du désarmement ».* Le véritable boulot de l'UNSCOM, lui avait-il déclaré, était seulement de *« faire le nécessaire pour que soient produits deux rapports par an auprès du Conseil de sécurité afin de légitimer le maintien des sanctions économiques ».*

Les inspections qui auraient pu semer le doute furent suspendues, afin que soit maintenue l'unanimité sur les sanctions au sein du Conseil de sécurité. Lorsque S. Ritter lui demanda : *« Mais comment veulent-ils qu'on accomplisse notre mission ? »,* le Conseiller répondit : *« Ils n'ont pas l'intention que vous accomplissiez votre mission. »*

Scott Ritter, *Iraq Confidential : The untold story of the intelligence conspiracy to undermine the UN and over-throw Saddam Hussein*. I.B. Tauris & Co Ltd, London, UK, 2005. First Nation Books, New York, E.-U., 2005.

Irak **Auteur** : Betsy Whitfill, collaboratrice de Share international basée à Dallas (Texas).
Thématiques : politique
Rubrique : Compte rendu